

LES HISTORIQUES SE SENTENT ABANDONNÉS



Raide comme un mort en justice

LES juges d'instruction antiterroristes Marc Trévidic et Jeanne Duyé ont rendu, le 16 septembre, un non-lieu dans la dernière procédure pendante – sur le terrain financier – contre l'Organisation des moudjahidines du peuple d'Iran (OMPI), organisation marxiste d'opposition au shah puis au régime de Téhéran, basée en France (« Le Canard », 24/9). Onze ans après la descente à grand spectacle à leur siège d'Auvers-sur-Oise, le 17 juin 2003, organisée par le juge Bruguière avec l'appui de Sarko à l'Intérieur, plus aucune accusation ne résiste. Un interminable marathon judiciaire pour rien.

Or voilà-t-y pas que, le 26 septembre, M^e Paul A. Gélinas, avocat canadien inscrit au barreau de Paris, a interjeté appel contre ce non-lieu au nom de son client Ziaedin Abdolrazaghi. Lequel avait déposé une plainte, en octobre 2003, pour usurpation d'identité contre d'« anciens membres des moudjahidines ». Une plainte que le juge Bruguière avait cru bon de joindre au fond de la procédure, en décembre 2004, mais que le juge Trévidic a trouvée inconsistante et entachée d'erreurs sur l'état civil depuis...

Or Abdolrazaghi, riche marchand de tapis persans anglo-

iranien, est mort en octobre 2005 ! Comme l'a établi, le 14 septembre 2012, le District Probate Registry (bureau d'homologation des testaments) de Newcastle upon Tyne, statuant devant la Haute Cour de justice britannique. L'histoire est rocambolesque : Abdolrazaghi a été porté disparu quatre jours après être parti, en octobre 2005, à Istanbul en compagnie d'une fiancée turco-australienne, nommée Berna Ozdogan – Bernadette MacManus, de son nom d'épouse... Cette dernière était revenue dare-dare à Londres mettre en vente les biens d'Abdolrazaghi. Scotland Yard a dépêché, en 2006, des détectives en Turquie, car l'impétueuse Berna(dette) avait tenté d'empoisonner un précédent *boy-friend* australien, dont elle avait également fait mettre en vente le luxueux appartement de Sydney (« The Times », 12/6/06) !

La mort d'Abdolrazaghi, établie outre-Manche au bout de sept ans, ne l'empêche pas d'agir en justice à Paris... M^e Gélinas n'a pas souhaité répondre aux questions du « Canard ». Tandis que l'avocat des moudjahidines, M^e William Bourdon, tempête et parle de « tentative de manipulation de la justice française » !

« Debout les morts ! », comme on dit à la cour d'appel de Paris.

D. F.